

ÉCHANGER AVEC LA CHINE, ET APRÈS ?

par *Éric Baye et Vincent Berthet* *

Mariages, expatriations croisées d'étudiants et de cadres, échanges culturels et sportifs, missions d'élus et fonctionnaires, mais aussi commerce, investissements, interventions d'experts, tourisme... : les relations humaines, politiques et économiques entre la Chine et l'Europe se sont incroyablement accélérées. Des rapports dits de coopération sont même entretenus de plus en plus souvent au niveau des entreprises, des collectivités territoriales, de l'État ; certaines organisations non gouvernementales sont concernées également par l'instauration de relations avec la société chinoise et par l'appui en Chine à des réalisations de développement dans divers secteurs.

Pour autant, la perspective d'une réelle connaissance mutuelle entre peuples et cultures reste embryonnaire, à tel point que l'on peut se demander parfois dans quelle mesure elle est souhaitée de part et d'autre. En France et en Europe, les visions simplificatrices continuent à dominer à propos de la société chinoise. D'une manière générale, la réflexion et les débats sur les résultats et les possibles objectifs des coopérations Europe-Chine, en matière de développement humain et de dialogue des civilisations, sont quasi-inexistantes. Pour beaucoup, le rapprochement avec ce géant mondial qu'est la Chine est incontournable, mais il est vécu de façon superficielle, voire dans une indifférence à l'égard de la culture, des potentiels, des souffrances, des attentes de son peuple.

Ce dossier vise à rompre ce silence, à mettre en forme et à activer un débat sur les tenants et aboutissants de cette coopération ; débat que l'intégration de l'« atelier du monde » (1) à l'Organisation Mondiale du Commerce et l'approche des Jeux Olympiques de Pékin rendent plus indispensable encore. La démarche que propose ce dossier à ses lecteurs est tripolaire :

■ Contribuer à faire reculer l'ignorance à propos de la Chine et des Chinois (2). Qui connaît, par exemple, le nom du Premier ministre – plus puissant, dans cet État centraliste, que ne l'est le Président de la France ou des États-Unis – du pays où vit un citoyen du monde sur cinq, et dont les grandes villes sont aujourd'hui mieux reliées à Paris que ne l'étaient Rome ou Berlin avant le transport aérien ? La majorité des Européens ont de la Chine une vision simple, et en partie fautive, d'un État tout entier contrôlé par un Parti dont on admet sans trop comprendre comment, qu'il encourage un développement capitaliste sauvage tout en restant farouchement attaché à des principes hérités du

* Economie & Humanisme

(1) Cf. **Frédéric Bobin**, *Le Monde*, 9 septembre 2003, p. 18.

(2) C'est l'objectif de la première partie de ce dossier, « Chine(s), en mouvement », p. 13 sv.

L'ouverture et la « modernisation » de la Chine peuvent sembler faciliter, sans que rien ne soit mécanique en la matière, les relations de société à société, notamment entre Chine et Europe. Mais cette impression appelle des réflexions contrastées.

En premier lieu, l'ouverture économique de la Chine est placée sous contrôle politique. Cette ouverture est encadrée de façon à limiter autant que possible les échanges spontanés entre les sociétés. Ce contrôle nationaliste et politique rejoint l'exemple d'autres pays asiatiques comme la Corée du Sud ou le Japon. Au surplus, en Chine, ce contrôle est le fait d'un régime communiste. En d'autres termes, l'ouverture est maîtrisée politiquement et idéologiquement, en même temps que ses retombées économiques sont l'objet d'une prédation de la part de la couche dirigeante.

La seconde donnée renvoie au fait que les contacts entre les deux sociétés sont limités par la distance, la barrière de la langue (1), les caricatures de l'étranger, assimilé souvent par les Chinois, aux Américains, quand il appartient aux peuples d'Occident qui ne sont pas rejetés. L'Europe, pour la plupart des Chinois, ne correspond pas à une représentation précise. Le « modèle européen », incompris, est assimilé à un alourdissement, un affaiblissement du modèle américain. Les Européens doivent certes prendre en compte la culture chinoise traditionnelle dont l'influence dans toute l'Asie orientale est considérable (2), mais il leur faut éviter le grand danger du culturalisme. Ceux qui connaissent bien la Chine affirmeront toujours qu'elle est un mélange inextricable, comme tout pays, de généralité et de particularités, mais que, malgré tout, la généralité l'emporte. Il faut cultiver une méfiance radicale envers le voyageur mondain parlant de « ces Chinois si différents, etc. » ... À condi-

tions économiques et géographiques comparables, ce qui est premier, c'est la similarité, même si dans le détail on peut observer que l'héritage du confucianisme a beaucoup travaillé la vie sociale.

L'ouverture de l'économie chinoise a donc généré des contacts entre sociétés bien moins riches que dans d'autres cas. Ceci étant, une porte s'est ouverte irrévocablement : de plus en plus d'étrangers ont accès à la société chinoise, même si c'est avant tout sous des formes « marchandes » : transactions diverses, voyages organisés... La multiplication de mariages sino-européens va dans le même sens.

Chaque situation doit ainsi faire l'objet d'un arbitrage réfléchi. Le fait même qu'en Occident un certain nombre de problèmes soient posés, par exemple sur les conditions de production sociale des jouets (3), avec des interrogations publiques aux pouvoirs chinois, a une importance : ces problèmes ne peuvent plus être ignorés.

Une menace chinoise ?

Sur le plan économique, en dépit de la peur d'une concurrence déséquilibrée, l'intégration de la Chine au jeu économique mondial est plus une chance qu'un risque pour les États-Unis ou l'Europe. La concurrence opposée à l'Europe par la Chine, comme par les autres pays d'Asie, est surtout une

(1) Quelques milliers de Français tout au plus pratiquent le chinois. Il faut donc être beaucoup plus volontariste pour favoriser l'apprentissage du chinois.

(2) Une part de l'Asie est « sinisée », clairement centrée sur la Chine : Japon, Corée, Viet Nam, Taiwan, Mongolie... La violence même de la relation sino-japonaise est la violence d'une lutte entre frères ou cousins.

(3) Ces conditions (travail des enfants, surexploitation...) ont fait l'objet en 2002 d'une campagne du collectif européen « De l'éthique sur l'étiquette ».

DES POINTS SENSIBLES

aubaine pour les Européens, car elle les contraint à « monter en gamme » et à se concentrer sur les productions à haut contenu technologique. La Chine est avant tout un marché de première importance, mais qui n'est plus aussi facile à pénétrer que dans un passé récent. Les Chinois sont devenus des techniciens et des producteurs qualifiés dans plusieurs secteurs, et aussi des consommateurs et clients difficiles, informés, d'autant plus que leurs autorités politiques jouent avec une habileté extraordinaire des rivalités entre leurs fournisseurs. Et si les produits ou services européens sont trop chers, ils savent de plus en plus les élaborer eux-mêmes (4)

Envisager une coopération plus nourrie avec la Chine renvoie à plusieurs paramètres : la carence de connaissance et de compréhension du monde chinois, si prégnante en Europe, est l'un d'eux, mais le premier obstacle reste politique. La question des droits de l'homme, par exemple, telle qu'elle se pose en Chine, demeure un problème incontournable pour ses relations avec l'Europe ; les progrès relatifs que l'on constate sur ce plan ne suppriment pas cette divergence. Ce contexte implique, lorsque l'on travaille avec la Chine, de s'attacher à deux priorités simultanément : s'ouvrir à la Chine telle qu'elle est, en admettant la présence policière ou le refus de beaucoup de partenaires chinois face à certains thèmes de réunion, etc. ; et, en même temps, profiter de toutes les occasions de débattre avec les Chinois des conceptions occidentales portant sur l'animation des sociétés, les droits de l'homme. Tous les types d'ouverture sont à pratiquer à la fois : ouverture diplomatique, économique, ouverture mutuelle des sociétés. Les rencontres et échanges, l'envoi de délégations culturelles ou autres, et jusqu'à la critique publiquement adressée aux dirigeants chinois, tout cela est nécessaire, et

notamment les formes de tourisme intelligent qui se sont développées ces dernières années. Enraciné à la fois dans une soif de dialogues et dans des valeurs européennes, ce tourisme est très éducatif pour les Européens et pour les Chinois, à qui il fait voir une autre grille de perception de leur société. Quant au commerce, il pose un problème en soi : d'une certaine façon, commercer avec la Chine, c'est enrichir l'État chinois et la couche dirigeante. Mais il faut commercer en profitant de toutes les anfractuosités qui se présentent pour ouvrir des brèches de plus en plus larges.

Dans les relations avec la Chine, le diplomate, l'investisseur et le défenseur des droits de l'homme ne sont donc pas au service de causes fondamentalement différentes, à condition qu'ils se reconnaissent mutuellement. Le diplomate doit admettre que les journalistes et les militants non gouvernementaux peuvent tenir une grande place. Tout est lié, au-delà des contradictions qui peuvent survenir dans le courant de l'action.

Jean-Luc Domenach

*Politologue, spécialiste de la Chine
Directeur de l'Antenne franco-chinoise de
sciences humaines et sociales de Pékin*



(4) Cf. la tendance actuelle à vouloir faire fonctionner la future ligne de trains à grande vitesse Pékin-Shanghaï avec des matériels chinois.

maoïsme dans d'autres domaines, en particulier l'omnipotence du Parti lui-même. En fait la Chine, ses dirigeants et ses élites intellectuelles notamment, s'interroge sur elle-même, sur le sens de la voie économique sur laquelle elle s'est engagée, sur les issues institutionnelles et politiques qui s'offrent à elle, ce que les observateurs attentifs du monde chinois ont noté depuis un moment déjà.

■ Faire connaître un certain nombre d'initiatives significatives de coopération et de dialogue de société à société entre Chine et Europe, en étant surtout à l'écoute des motivations initiales et actuelles de ceux qui ont choisi de s'y engager (3), à contre-courant d'un certain nombre d'objections : « Pourquoi la Chine, ne cesse de se demander l'un de ceux qui est devenu le pivot des actions d'un département français en ce domaine ? La coopération décentralisée pratiquée avec une région du Pérou ou du Sénégal a une fonction claire, elle s'inscrit dans une perspective de développement solidaire, en dépassant l'approche humanitaire. Mais comment faire comprendre cette coopération dans le cas d'un géant mondial, affichant un taux de croissance de plus de 7%, perçu comme le grand rival dévoreur d'emplois ? » (4) « Comment accepter, demande une partie des militants de la solidarité internationale, des relations de coopération alors qu'il est impossible de les établir sans avoir pour interlocuteur les représentants d'un régime sans considération – en particulier au Tibet – pour une partie essentielle des droits de base de son peuple ? » Ces questions et résistances ont à être entendues.

■ Dégager les enjeux qui sont ceux de cette coopération (5). Ces initiatives sont fécondes et porteuses d'enseignements sur la difficulté et les espoirs du dialogue avec la Chine. Cette question des fondements et objectifs de ce dialogue est d'autant plus impérieuse que les pratiques de beaucoup des acteurs européens concernés – certaines collectivités territoriales et entreprises, universités, associations de solidarité internationale, fondations, organisations d'économie sociale... – s'appuient sur des valeurs de tolérance, de démocratie, d'équité : limites des dogmes du marché, primat des droits de l'Homme, priorité donnée à la gouvernance locale, à l'expression de la société civile... Des convictions qui, en Chine à tout le moins, ne sont pas hiérarchisées de la même manière et (ou) sont combinées avec d'autres repères.

Ce dossier conçu et édité avec des partenaires divers (6) et réalisé avec des auteurs plus variés encore, représente une avancée par rapport à d'autres documents publiés en France ou en Europe du fait même qu'il est largement composé de contributions chinoises. Il s'inscrira par ailleurs, ainsi que les rencontres de travail et études qui suivront sa parution, dans le cadre des années franco-chinoises. Il se veut acte de coopération.

Éric Baye, Vincent Berthet

(3) Cf. deuxième partie, « Coopérations : la fécondité des premiers pas », p. 33, sv.

(4) Philippe Péquignot, chargé de mission au Conseil Général du Territoire de Belfort (contribution à la préparation de ce dossier).

(5) Voir le troisième partie de ce dossier « Enjeux d'une rencontre », p. 53 sv.

(6) Association Chine Services, Conseil Général du Territoire de Belfort, Conseil Régional de Bretagne, Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, Ville de Rennes. Outre les personnes citées dans les articles, ont aussi apporté un concours à la réalisation de ce dossier : D. Brun (MAE), S. Couratin et A.-L. Vallauri (CR Bretagne), M.-F. Kerroc'h (Ville de Rennes), G. Marin Fondation Ch. L. Mayer, J. Vidaud (Chine Services).